

ar3 – Direction Réglementation et Gestion de l'Espace Public MR/BB

N°

/2025 R.A

INTERDICTION PROVISOIRE
DE STATIONNEMENT
Rue des Romarins
Prolongation

000540

PUBLIÉ LE 19 AVR. 2025

ARRÊTÉ LE MAIRE DE SALON-DE-PROVENCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 2211-1 portant dispositions générales,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 L 2212-2 et L 2212-5 portant sur la police municipale,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les article L 2213-1 et L 2213-2 portant sur la police de la circulation et du stationnement,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 2214-3 portant sur les dispositions applicables dans les Communes où la police d'état est instituée,

VU la demande de prolongation en date du 16 avril 2025 formulée par l'entreprise Méditerranée Construction sise ZA St estève 13360 Roquevaire concernant des travaux d'emprise ,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de réglementer le stationnement des véhicules pour assurer le bon ordre, la sûreté et la sécurité publiques,

ARRETE

<u>ARTICLE 1</u> - Afin de permettre des travaux d'emprise, le stationnement de tous les véhicules est provisoirement interdit sur quatre (4) emplacements au droit du chantier sise rue des Romarins :

Le 22 avril 2025

<u>ARTICLE 2</u> – Les véhicules en infraction visés à l'article 1 seront considérés comme gênants et feront l'objet d'une mise en fourrière.

<u>ARTICLE 3</u> – Sous les directives des Services Techniques Municipaux la présignalisation et la signalisation de l'interdiction seront mises en place <u>par le pétitionnaire 8 jours</u> avant.

<u>ARTICLE 4</u> – Le pétitionnaire doit acquitter une redevance fixée par délibération du Conseil Municipal en date du 19 décembre 2024.

Elle est de 5,00 euros par jour et par emplacement. Frais de dossier : 5 euros

<u>ARTICLE 5</u> – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Marseille pendant un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

<u>ARTICLE 6</u> - Le Directeur Général des Services et le Commissaire de Police sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

à SALON IE 1 7 AVR. 2025

P/ Le Maire The Par Délégation, Michel ROUX

Premier Adjoint au Maire

Vice- Président de la Métropole